

A TRAVERS SES REFORMES, L'ETAT ET LES PATRONS MENENT UNE ATTAQUE DIRECTE CONTRE TOUS LES PROLETAIRES.

SEULE LA LUTTE SUR LES LIEUX DE TRAVAIL PEUT PAYER.

La coalition gouvernementale « Arizona » prend actuellement des mesures radicales contre toutes les composantes de la classe ouvrière :

- Les chômeurs : limitation des allocations à deux ans. En un an et demi, entre 140.000 et 200.000 personnes seront sorties de force du régime d'allocation.
- Les malades de longue durée : pression maximale pour le retour au travail via les médecins-conseils et les employeurs. On parle de plus de 500.000 personnes.
- Les retraités : modification des conditions de départ sur les annuités (plus longues) et introduction d'une pénalité pour ceux qui quittent plus tôt (ça se chiffre en centaines d'euros de pertes de salaire).
- Les salariés : réduction de la durée de préavis, flexibilisation des horaires, diminution du nombre d'heures considérées comme du travail de nuit, augmentation des heures supplémentaires autorisées, gel soi-disant ponctuel du saut d'index.

Sous couvert de « *pérenniser la prospérité de notre pays* », comme ils le disent à l'unisson, ce qui signifie perpétuer la fortune des classes dominantes, les prolétaires devraient se serrer une nouvelle fois la ceinture et faire des sacrifices : carrière professionnelle plus longue, stagnation des revenus alors que l'inflation a lourdement sévi, pression psychologique accrue de la part des agents de l'État sur les travailleurs en cas de maladie, etc. Soit tu travailles soit tu crèves. Ou les deux en même temps.

Et les patrons ? Et bien ils continuent sur la droite ligne des dernières années : compresser les salaires pour compenser le déficit de création de nouvelle valeur en l'absence d'investissements productifs et de luttes sociales.

Mais pourquoi ?

La Belgique croule sous une dette et un déficit publics parmi les plus élevés de la zone euro, atteignant respectivement 103,9 % et 4,4 % du PIB. Crise fiscale de l'État oblige – sans parler d'augmenter les dépenses militaires dans un contexte mondial de cours vers la guerre –, le gouvernement veut assainir son budget. Moins 23,3 milliards d'euros d'ici 2029 pour ramener le déficit fédéral en dessous de 3 % et cela sur le dos des prolétaires. Rien de neuf sous le soleil.

La droite MR/NVA se dispute sur l'augmentation de la TVA ou l'allègement fiscal, la gauche Vooruit veut au contraire imposer davantage, et les Engagés/CD&V sont comme à leur habitude au centre du jeu. Crise des classes dominantes, oui, les rouages du compromis « à la Belge » sont en mauvais état. Mais dans tous les cas, ils sont unanimes pour rétablir la trajectoire budgétaire de l'État face à la crise fiscale en sabrant dans les dépenses dites sociales, à savoir les maigres concessions faites par l'État aux prolétaires.

L'État belge n'est ni l'ami ni le protecteur des travailleurs. Les intérêts des patrons et de leur État sont diamétralement opposés à ceux du prolétariat, preuve en est avec les milliards investis dans l'industrie de guerre. Ils n'éprouvent aucune empathie à leur égard quoiqu'en dise De Wever.

Les luttes intestines sur les plateaux de télévision, via lesdits réseaux sociaux et la presse ne sont qu'un grand spectacle entre la gauche et la droite du capital, servant à détourner la classe des prolétaires des intérêts et des enjeux qui la concernent. La violence n'est pas l'apanage d'un camp, elle est dirigée avant tout contre les travailleurs par les exécutifs qui se succèdent et se constituent en coalition (centre-droite-gauche comme aujourd'hui).

Diviser pour mieux régner

Les mesures attaquent tous les travailleurs et en particulier les franges les plus vulnérables de la classe ouvrière : les chômeurs et les malades de longue durée. C'est-à-dire les fractions marginales du point de vue de la valorisation du capital, ceux qui sont irrécupérables sur le marché du travail. La stratégie des classes dominantes est d'affaiblir le prolétariat en le divisant sur ses marges afin de pouvoir, dans un second temps, attaquer le cœur des dépenses sociales, non pas au moyen d'ajustements, mais en faisant des économies structurelles, en limitant plus drastiquement encore l'accès à la sécurité sociale à davantage de monde et en réduisant le montant des prestations. C'est ce qu'on voit, dès maintenant, aux États-Unis et au Royaume-Uni, et cela arrivera aussi en France et en Belgique sans contre-attaque prolétarienne.

La propagande du gouvernement et de ses chiens de garde bat son plein pour nourrir la guerre et les divisions entre prolétaires : « Plus de la moitié des chômeurs sont principalement des étrangers. » « Il faut travailler plus longtemps pour sauver le système de retraite. » « 25 % des malades de longue durée sont des menteurs. ». Que ceux qui se réjouissent un peu vite de voir les soi-disant « profiteurs du système » frappés par ces mesures se ravisent et se rafraichissent la mémoire : fermeture de Caterpillar et de Cora en 2016, Makro en 2022, Audi en 2025, et encore la laiterie Olympia, à Herfelingen, cette année pour ne citer que quelques exemples. Lorsque des entreprises ne ferment pas, elles présentent un plan de restructuration : Balta à Vive-Saint-Bavon (529 emplois perdus), Galapagos à Malines (210), Novartis à Puurs (158).

C'est la vie normale du mode de production capitaliste qui rappelle que les travailleurs-ses sont jetables. Aucun emploi n'est pérenne. Traverser la rue pour en retrouver un, avec les mêmes conditions de travail à salaire identique est une galère. Ceux qui s'accrochent à leur boulot à tout prix devraient le savoir.

Cette crise n'est pas la nôtre. Battons-nous pour nos revenus, sous toutes leurs formes !

La retraite, le chômage ou les allocations maladie-invalidité ne sont pas gracieusement offerts par l'État. C'est du salaire différé. Le salaire que te doit le patron ou la caisse de sécurité sociale lorsque ta disponibilité au marché du travail prend fin ou est interrompue. C'est pourquoi séparer les luttes sur le salaire de celles sur les revenus en cas de maladie de courte, de longue durée, de chômage ou de retraite ont un intérêt commun antagonique à celui des patrons, des syndicats et de leur État. Dans l'économie capitaliste, les chômeurs qui constituent l'armée de réserve des patrons est nécessaire et irréductible. Elle est utilisée pour comprimer les salaires vers le bas, en maintenant la concurrence entre travailleurs sur le marché du travail. Opposer travailleurs et chômeurs, jeunes et retraités, fait le jeu des classes dominantes.

Nous devons unifier les luttes en combattant ensemble pour augmenter les salaires, les retraites et les indemnités de chômage, et lutter contre le flicage. Peu nous importe que les agences de notation dégradent la note de la dette publique belge. La façon dont les classes dominantes financeront nos salaires, directs et différés, n'est pas notre problème. Notre problème est celui du rapport de force. Or, l'intersyndicale se rassemble autour de mots d'ordre sur le régime de la fonction publique, la grève par procuration ou les marches sans lendemain comme le 14 octobre. Ça sonne creux lorsque, dans les entreprises, les travailleurs ne s'organisent pas pour établir un rapport de force contre leur patron.

Pour contre-attaquer les plans d'austérité, il faut investir le terrain de la lutte de classe. Dans les boîtes, il faut mettre en avant les questions des salaires et des conditions de travail. Pour les prolétaires chassés de l'emploi, il faut investir les agences chargées du flicage – l'ONEM, les mutuelles, etc. – et s'y battre pour l'accès aux allocations et contre les radiations. Il faut s'organiser pour frapper fort l'économie dans son ensemble, en généralisant les conflits dans les usines, les bureaux, les centres de l'emploi, les caisses de retraites plutôt que d'attendre des dates-enterrements choisies par d'autres.

Les syndicats, les tribunaux et autres faux-amis ne vous aideront pas, nous ne pouvons compter que sur nos propres forces.

L'objectif est de faire croître la marée jusqu'à ce que plient les patrons et leur État. Il faut concentrer la riposte et ne pas se laisser embarquer dans des manifestations inutiles et usantes. Ne laissez pas gérer votre combat par les « partenaires sociaux » qui vous entubent depuis toujours avec leurs recours juridiques et leurs larmes de crocodile. Le « dialogue social » par la représentation syndicale n'est qu'un anesthésiant pour rendre indolore le coup de scalpel !

Qui a du fer a du pain !

La force des travailleurs réside dans leur unité et leur organisation sans distinction de catégories. Seul un combat autonome sans compromission avec des mots d'ordre liés aux salaires direct et indirect ou aux conditions de travail et de vie peut réussir.

POUR LA REPRISE DE L'INITIATIVE OUVRIÈRE

Bruxelles, le 11 Novembre 2025

Pour toute correspondance : pmprio2018@gmail.com